

Théorie - Accumulation par dépossession et luttes anticapitalistes : une perspective historique longue

lundi 16 février 2015, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2015).

Dans cet article, Jean Batou revient sur le concept d'accumulation par dépossession, suggéré par David Harvey pour décrire le rôle nécessairement durable de l'accumulation primitive dans le développement du capitalisme à l'époque de sa maturité, en particulier avec « le nouvel impérialisme ». Mais ce changement de terminologie devrait se borner clairement, ce qui n'est pas toujours le cas, à tenter de mieux qualifier la fonction de l'accumulation primitive dans l'histoire du capitalisme comme variable dépendante de l'accumulation élargie du capital. La dialectique de l'accumulation par dépossession et de l'accumulation élargie, les deux étant de plus en plus étroitement imbriquées, obéit à des cycles qui peuvent être mieux compris historiquement en faisant appel à la théorie marxiste des ondes longues. Enfin, en termes sociopolitiques, il y a une relation étroite d'importance stratégique entre le poids relatif de l'accumulation par dépossession dans une période donnée, et la nécessité pour les salariés de développer des alliances avec les autres couches dépossédées de la population.

Sommaire

- [I. Naissance du capitalisme](#)
- [II. Du capitalisme de libre-éc](#)
- [III. La période classique de](#)
- [IV. Nouvel impérialisme \(...\)](#)
- [V. Quelles alliances entre](#)

David Harvey a contribué à rouvrir le débat sur le rôle de l'accumulation primitive au sein de « l'accumulation à l'échelle mondiale », caractéristique du « nouvel impérialisme » qu'il propose de renommer « accumulation par dépossession ». Ce regain d'attention découle bien sûr du rôle de plus en plus prédateur du capitalisme contemporain, qui renvoie à des enjeux théoriques et stratégiques importants. Dans ce sens, cette requalification est intéressante, parce qu'elle met l'accent sur l'expropriation comme condition de l'accumulation, parce qu'elle insiste sur la continuité de ce processus dans les formations sociales dominées par le capitalisme, et parce qu'elle ne laisse pas entendre que l'accumulation par dépossession mène nécessairement à l'accumulation élargie du capital. Harvey insiste à juste titre sur ces distinctions. Durant ces dix dernières années, une littérature importante a été consacrée à cette discussion, qui soulève des questions théoriques spécifiques ou vise à mieux comprendre les politiques impérialistes actuelles (voir par ex., Ashman, 2006 ; Negri et Auerbach, 2009 ; Moyo et Yeros, 2011 ; Patnaik et Moyo, 2011). Je m'intéresserai ici

plus particulièrement à la portée historique de ces concepts sur la longue durée afin de mieux juger de leur pertinence.

L'accumulation primitive continue en effet à jouer un rôle significatif après la révolution industrielle et la généralisation de la production marchande, même si elle ne peut pas être séparée de l'accumulation élargie, aux exigences de laquelle elle est subordonnée [1]. Sans aucun doute, la dynamique du système capitaliste est désormais régie par l'appropriation de la plus-value aux dépens du travail salarié, qui permet l'accumulation élargie du capital au sein même du processus de production. Pour autant, en dépit du caractère inséparable de l'accumulation primitive et de l'accumulation élargie du capital dans la réalité, il est nécessaire de les distinguer sur le plan conceptuel, et d'évaluer le rôle que joue encore la première aujourd'hui. Pourtant, le fait que le mode de production capitaliste est bien le mode de production dominant aujourd'hui pose un problème méthodologique : d'une part, il n'est pas aisé de dissocier l'accumulation primitive de l'accumulation élargie du capital ; d'autre part, l'accumulation capitaliste procède elle-même d'un double mouvement de valorisation (exploitation du travail) et de centralisation (expropriation du capital).

A l'époque de la maturité du capitalisme, l'accumulation primitive peut certes dépendre de mécanismes extra-économiques mis en œuvre par l'État (impôts, service de la dette, colonisation, guerre, etc.) ; avec son aide (privatisation, spéculation foncière, capitalisme de connivence, etc.) ; voire même - au moins partiellement - en dépit de sa répression (trafic de drogue, trafic d'êtres humains, crime organisé, etc.). Mais elle peut aussi découler de mécanismes de marché typiques, comme l'échange inégal entre la petite production marchande et la production capitaliste. Bien sûr, l'échange inégal a constitué l'une des premières formes d'accumulation primitive dans les sociétés précapitalistes, tributaire alors de l'habileté des commerçants et des usuriers, mais il s'agissait alors d'un mécanisme contingent. Tandis que sous le capitalisme, elle est devenue la règle, compte tenu de la tendance de la loi de la valeur à s'imposer à l'insu des acteurs [2].

Une distinction supplémentaire s'impose entre : a) la « concentration du capital » résultant de l'accumulation de la plus-value à partir de capitaux séparés, qui accroît le poids et la puissance globale du capital social ; et b) la « concentration du capital » sur le dos des petits capitalistes, qui « pourra grossir ici par grandes masses, en une seule main, parce que là il s'échappera d'un grand nombre ». Marx ajoute que dans la guerre que se livrent des capitaux distincts, le crédit, « *une arme additionnelle et terrible* », représente « *un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux* » (Marx 1972-75, chap. 25, sect. 2). Les analogies entre l'accumulation primitive et la concentration du capital sont donc saisissantes. Dans ce sens, Prabhat Patnaik est parfaitement justifié à ranger les deux sous la même rubrique générale d'« accumulation par usurpation » (*by encroachment*) (2008).

Toutefois, il me paraît important de distinguer la centralisation du capital de l'accumulation primitive/accumulation par dépossession, ce que ne fait pas toujours clairement Harvey. La première, que Marx appelle aussi « concentration de capitaux déjà formés » résulte en effet de la compétition entre capitalistes qui draine une fraction de la plus-value provenant de l'exploitation du travail salarié (Marx 1872-75, chap. 25, sect. 2). Elle ne peut donc pas être assimilée à la seconde qui découle elle de la dépossession des petits producteurs indépendants. Si les deux peuvent produire des effets sociaux identiques - la prolétarianisation des producteurs indépendants et des petits capitalistes -, la première peut aussi conduire à la cristallisation d'une couche de petits capitalistes qui compensent leur faible productivité relative par une maximalisation du taux d'exploitation des salariés. On notera que ce second cas de figure est encouragé par le développement des formations sociales périphériques, de même que par la dérégulation du marché du travail au centre (sous-traitance, économie souterraine, travail au noir, etc.), qui lui offrent un terrain favorable. C'est pourquoi, il ne faut pas perdre de vue que le terme d'« accumulation par dépossession », en dépit de

ses nombreux avantages, est moins satisfaisant pour marquer la frontière conceptuelle entre l'accumulation primitive et « l'annexion » de secteurs capitalistes vaincus par la concurrence.

Ceci étant, l'accumulation par dépossession est-elle indispensable à la poursuite de l'accumulation à l'échelle mondiale, comme le postulait Rosa Luxemburg, et si oui pourquoi ? Son importance varie-t-elle selon les périodes, dans quelle mesure et pour quelles raisons ? Ses modalités évoluent-elles au fil du temps, et si oui, comment ? Peut-on parler d'une évolution cyclique de la dialectique entre accumulation élargie du capital et accumulation par dépossession dans l'histoire du capitalisme ? Et si oui, celle-ci peut-elle trouver une explication, au moins partielle, dans la théorie marxiste des ondes longues, défendue notamment par Mandel (2014) ?

Afin de proposer quelques éléments de réponse à ces questions, je commencerai par revenir sur la naissance du mode de production capitaliste, avant d'examiner le rôle spécifique joué par l'accumulation primitive/accumulation par dépossession dans les différentes phases historiques du capitalisme : libre-échange, impérialisme, capitalisme tardif (ou du « troisième âge »), capitalisme néolibéral (ou « nouvel impérialisme »). Je tenterai enfin de montrer en quoi les modalités d'articulation de ces deux formes d'accumulation posent le problème politique des alliances entre exploités et dépossédés, et quelles réponses y ont été apportées jusqu'ici.

I. Naissance du capitalisme selon Marx

Marx a traité longuement de « *la soi-disant accumulation originelle du capital* » (*die sogennante ursprüngliche Akkumulation*) pour caractériser les conditions de possibilité de l'accumulation capitaliste [3]. Ses développements se veulent une réponse à la théorie d'Adam Smith, selon laquelle la division du travail, dont il fait le moteur de l'accroissement de la productivité, et donc de l'accumulation du capital (avant même la révolution industrielle), aurait nécessité « *une accumulation originelle de capital* ». Marx a traduit *originelle/préalable* en allemand par *ursprünglich*, qui a été rendu par ses traducteurs en anglais et en français par *primitive* (Perelman 2000, 25).

Le « soi-disant » de Marx porte sur le scénario postulé par Adam Smith, pour qui l'accumulation préalable à la division du travail dans la manufacture aurait été le fruit de l'épargne de producteurs assidus et économes. A l'opposé, l'« argent facile » de la colonisation, de la traite négrière, des monopoles commerciaux protégés par l'Etat, etc. aurait été un obstacle à l'investissement des capitaux ainsi accumulés pour l'élévation de la productivité du travail (accumulation fondée sur la division du travail productif). Smith ne nie donc pas, bien au contraire, les méfaits de la colonisation, de la traite, etc., mais les dénonce d'autant plus volontiers, qu'il les perçoit comme un obstacle au développement de « la richesse des nations ».

Marx inverse totalement cette ligne d'argumentation. Pour lui, si l'accumulation originelle/préalable/primitive est la condition de possibilité de l'accumulation capitaliste (ou de la reproduction élargie du capital dans la sphère de la production), elle résulte d'un processus beaucoup plus complexe que je propose de résumer en douze points :

1. Une certaine accumulation primitive du capital a été nécessaire au démarrage de l'accumulation élargie du capital (par l'exploitation du travail salarié). Cette condition *logique* est reprise de Smith, quelles que soient les hésitations portant sur la traduction du concept initial. En effet, une *masse critique* de capitaux paraît indispensable pour autoriser un *saut qualitatif* vers la division du travail ou le machinisme, qui permet à son tour une croissance accélérée de la productivité du travail.

2. Selon Marx, cette accumulation primitive se réalise pour l'essentiel en dehors de la sphère

productive, alors dominée par une économie naturelle (très faiblement monétarisée) et/ou une petite production marchande en pleine expansion. Elle n'est donc possible que dans la sphère de la circulation - des marchandises (M-A-M) et de l'argent (A-M-A'). Elle repose sur l'échange de valeurs inégales, donc sur la tromperie ou l'usure, et en définitive sur différentes formes de *parasitisme* aux dépens de l'économie productive. Elle ne se distingue pas, du point de vue analytique, du pillage pur et simple, qui prend une importance croissante, du moins à l'échelle mondiale, dès la fin du 15^e siècle.

3. Marx distingue cependant deux phases de l'accumulation primitive : la première peut être observée dans toutes les sociétés agricoles précapitalistes à partir d'un certain degré de développement des forces productives - c'est « le rythme de l'escargot » (Rühle, 1939). Pour l'Europe occidentale, elle est clairement à l'œuvre, de façon ininterrompue, depuis le Haut Moyen-Âge (6^e-10^e siècle) ; la seconde commence à la fin du 15^e siècle, elle a le monde pour théâtre, et dispose de leviers beaucoup plus puissants, avec l'essor de la banque moderne et de la bourse, avec l'affermage des impôts et l'essor de la dette publique, enfin avec les grandes compagnies par action, les monopoles commerciaux, la colonisation, le trésor d'Amérique, la traite des noirs et l'esclavage. Le capital accumulé à l'échelle globale (en particulier au sein de l'économie atlantique) est alors très largement supérieur à celui nécessité par le démarrage de la révolution industrielle.

Nous avons déjà relevé des analogies saisissantes entre l'accumulation primitive aux dépens des secteurs non capitalistes et la « concentration de capitaux déjà formés » (centralisation du capital). Il est donc intéressant de noter que Marx évoque aussi une seconde phase de l'accumulation au sein du mode de production capitaliste, marquée par une accélération de la centralisation du capital, et donc du drainage des petits capitaux, qui va permettre de doper le « procédé lent » (« en ligne spirale ») de la reproduction élargie [4]. Bien qu'il n'en précise pas le point de départ probable, l'histoire économique permet à mon sens de le situer vers le milieu des années 1820, qui coïncide avec l'épuisement de la première onde longue du développement capitaliste.

4. Dans la seconde phase de l'accumulation primitive, la violence prend nettement un caractère dominant : la colonisation des Amériques, mais aussi l'établissement des enclaves coloniales et des comptoirs côtiers d'Afrique et d'Asie, les génocides de populations extra-européennes sur plusieurs continents, l'expropriation des paysans et la répression des pauvres du vieux monde, la déportation de millions d'Africains et leur réduction en esclavage, les guerres mercantiles sanguinaires des 17^e et 18^e siècles entre la Hollande, l'Angleterre et la France, sont sans doute les pièces maîtresses de ce drame qui préfigure l'impérialisme de la fin du 19^e siècle, comme Rudolf Hilferding (1910) et Rosa Luxemburg (1913) l'ont montré, avant Hannah Arendt (1951).

L'analogie entre l'accélération (seconde phase) de l'accumulation primitive et de la centralisation du capital comporte encore d'autres aspects. Ces deux formes d'accumulation se distinguent en effet par leur brutalité. Marx décrit ainsi l'une des deux modalités de la centralisation du capital comme un « procédé violent d'annexion » (1872-75, chap. 25, sect. 2).

5. Le passage de la première à la seconde phase de l'accumulation primitive pose des problèmes historiques complexes que Marx n'a pas directement abordés. Il faut sans doute envisager les Croisades (de la fin du 11^e à la fin 13^e siècle) et l'essor des villes italiennes, en particulier de Venise, comme une période d'expérimentation et de transition, à la fin de l'ère médiévale. Dans tous les cas, la deuxième phase de l'accumulation primitive a été une condition nécessaire de l'accélération de son cours et de l'actualisation de son potentiel économique et social. On peut donc parler à juste titre d'un saut qualitatif et d'un changement de nature de l'accumulation primitive, que la terminologie marxienne ne met pas vraiment en évidence.

6. Ceci dit, l'accumulation de capitaux sur une longue durée, hors de la sphère productive, ne

représente que l'un des deux volets du concept d'accumulation primitive, sans doute le moins décisif. En privilégiant cet aspect, nombre de ses interprètes ont facilité la tâche de leurs critiques : en effet, certains auteurs ont pu prétendre que le capital fixe requis pour l'établissement des premières fabriques de la révolution industrielle anglaise (avant 1800) n'était pas hors de portée d'un petit producteur aisé (fermier ou artisan) (Bairoch 1963). L'histoire économique aurait-elle validé la thèse de Smith (du cercle vertueux de l'épargne) contre celle de Marx (du pillage sur une large échelle) ? J'ai montré ailleurs que ce n'était pas le cas, même en ne considérant que les coûts de premier établissement des débuts de la révolution industrielle (Batou 1990, 401-02). Pourtant, la thèse de Marx ne saurait se laisser mesurer à l'aune de tels efforts de quantification rétrospective, aussi intéressants soient-ils.

7. L'autre volet du concept d'accumulation primitive, certainement le plus décisif, concerne la *dépossession* des petits producteurs, à l'autre pôle de la société, du bien commun (terres communales, forêts, cours d'eau, gibier, poisson, etc.) comme des moyens de production privés (terres cultivables, outils, etc.), soit la formation du prolétariat. Selon les termes de Marx : « *L'accumulation primitive consiste donc simplement en ce que les moyens de production devenus étrangers à l'ouvrier, figurent vis-à-vis du travail comme puissances indépendantes* » (1905-10, VII, 146). Ce phénomène est pourtant le plus mal cerné par le terme *accumulation*, raison pour laquelle son articulation intime avec l'autre aspect de l'accumulation primitive n'est souvent pas correctement appréhendée.

8. L'accumulation primitive, envisagée comme condition nécessaire du démarrage de l'accumulation élargie du capital, combine donc les deux processus d'accumulation et de dépossession comme les deux faces d'une même médaille, dont la première serait de nature économique et la seconde de nature sociale. Dans ce sens, *accumulation par dépossession* est sans doute une terminologie plus explicite, qui synthétise de façon plus parlante la double nature de ce phénomène. Marx aurait pu renommer ainsi la « soi-disant accumulation primitive », s'il n'avait pas voulu traiter explicitement de la genèse du capitalisme en se plaçant tout à la fois dans une perspective de continuité et de rupture vis-à-vis de Smith.

9. Envisagée historiquement, la seconde phase de l'accumulation primitive met aussi en évidence le rôle essentiel d'un agent de liaison essentiel entre *accumulation* et dépossession : le facteur politico-institutionnel (fonctions de l'Etat, du droit, de la force armée, de la fiscalité, des protections douanières). Il est intéressant de noter que celui-ci va jouer à nouveau un rôle croissant, plus tard, au 19^e siècle, comme condition de la diffusion du capitalisme industriel en Europe continentale - notamment en France, en Allemagne, en Russie -, mais aussi aux Etats-Unis, et surtout au Japon, sans parler des expériences plus tardives de la Corée du Sud, de Taïwan ou de la Chine. En l'absence de telles conditions, la dépossession des petits producteurs pourrait ne pas déboucher sur la formation d'un véritable prolétariat industriel, scénario que Marx avait envisagé pour la Russie, dès le dernier quart du 19^e siècle.

10. L'utilisation des qualificatifs *préalable*, *originel* ou *primitif* fait penser que Marx situe l'accumulation primitive dans une période antérieure, révolue, d'un mode de production capitaliste alors encore en gestation. Ainsi relève-t-il dans les *Grundrisse*, que l'obligation dans laquelle s'est trouvé le capitalisme de mobiliser des valeurs non issues du travail salarié pour permettre la création de la plus-value au sein même du processus de production « *appartient au passé (...) : en tout cas, elle a cessé d'appartenir à l'histoire contemporaine, où le système social est effectivement dominé par le mode de production capitaliste* » (Marx 1857-58, II, 279). Alors même que le capitalisme met en circulation des valeurs issues essentiellement de l'exploitation du travail salarié des pays industriels, il ne cesse pas pour autant de jeter sur le marché des produits résultant de relations de production précapitalistes. De surcroît, il n'est pas indispensable pour lui d'être partout le mode de production dominant. Ainsi, dans une lettre au périodique russe *Otecestvenniye Zapisky*,

datée de 1877, Marx précise que ce processus « *ne s'est pas encore radicalement accompli, sauf en Angleterre (...) bien que tous les pays d'Europe occidentale soient engagés dans le même mouvement* » (1877, ma trad.) [5].

11. En réalité, Marx ne nie pas la poursuite de l'expropriation des petits producteurs au sein des formations sociales dominées par le mode de production capitaliste, mais il tend à combiner ce phénomène avec les autres formes de dépossession liées à l'accumulation capitaliste. Ainsi, au chapitre 25 du Livre I du *Capital*, il note : « *Accumulation du capital est donc en même temps accroissement du prolétariat* » (Marx 1872-75, chap. 25, sect. 1). Il y revient un peu plus loin en rangeant les petits indépendants paupérisés parmi la part « *stagnante* » de l'armée de réserve industrielle, qui « *se recrute sans cesse parmi les 'surnuméraires' de la grande industrie et de l'agriculture, et surtout dans les sphères de production où le métier succombe devant la manufacture* » (1872-75, chap. 25, sect. 4 ; je souligne). Dans le Livre III, il rapproche explicitement les mécanismes de dépossession mis en œuvre par l'accumulation primitive et l'accumulation élargie du capital : ils tendent tous les deux à « *l'expropriation la plus vaste, non seulement des producteurs immédiats, mais des petits et moyens capitalistes* » ; à cela, il ajoute que l'expropriation « *est le point de départ pour le mode de production capitaliste ; son accomplissement est le but de cette production. En dernière instance, il vise à l'expropriation des moyens de production de tous les individus* » (1894, chap. 27, sect. 4) [6].

12. C'est ainsi que l'accumulation primitive continue à jouer un rôle dans l'accumulation du capital au sein du mode de production capitaliste aux dépens notamment de la petite production marchande qui domine encore de larges pans de l'économie, au moins jusqu'au début du 20^e siècle. En France, par exemple, jusqu'à la Première Guerre mondiale, la majorité des actifs ne sont pas encore salariés. En revanche, ses effets se confondent partiellement avec ceux de la centralisation du capital – une conséquence de l'accumulation élargie qui tend à priver les petits capitalistes de leurs moyens de production. C'est pourquoi, Marx note que « *l'accumulation représente simplement comme un processus continu ce qui, dans l'accumulation primitive, nous apparaît comme un procès historique spécial donnant naissance au capital et comme le passage d'un mode de production à l'autre* » (Marx 1905-10, VII, 147). « *L'extension ultérieure du mode de production capitaliste n'a donc pas seulement pour conséquence l'anéantissement progressif du travail artisanal, du petit propriétaire foncier qui travaille, etc., mais aussi 'l'absorption des petits capitalistes par les grands et la décapitalisation des premiers'* » (Rosdolsky 1976, 360). Ceci dit, l'importance relative de l'accumulation primitive, à proprement parler, ne cesse de décroître dans les pays les plus avancés. De surcroît, cette dépossession repose désormais principalement sur le fonctionnement du marché, même si les autorités politiques s'efforcent de la faciliter.

II. Du capitalisme de libre-échange à l'impérialisme

Marx est un théoricien de la naissance du capitalisme en tant que mode de production spécifique et de l'étude de sa maturité dans un seul pays : l'Angleterre. Il s'agit pour lui de comprendre comment ce système révolutionnaire s'est imposé, et pourquoi il repose sur une croissance industrielle ininterrompue qui provoque un bouleversement permanent des rapports sociaux, sans précédent depuis la généralisation de l'agriculture. Pour cela, il s'intéresse d'abord à ses manifestations dans le pays où il est le plus précoce. Il fait ainsi sa principale découverte économique entre novembre 1857 et juin 1858, soit l'élucidation du secret de la création de la plus-value, « *un processus grâce auquel le capitaliste obtient sans échange, sans équivalent, gratuitement, du temps de travail cristallisé en valeur* » (Mandel 1978, 76).

Cependant, pendant la période durant laquelle l'industrie moderne entre principalement en

concurrence directe avec la petite production marchande, qui dispose d'une position encore forte, profitant notamment des protections relatives que lui offrent des coûts de transports élevés, elle réalise des surprofits substantiels, liés à un différentiel de productivité considérable. Cette compétition entre « *une armée pourvue de fusils à aiguille contre une armée d'arbalétriers* » (Marx 1872-75, chap. 15, sect. 7), s'inscrit dans la continuité de l'accumulation primitive. Elle s'exerce au premier chef aux dépens des petits producteurs des régions les plus précocement industrialisées [7] (jusqu'à la fin du premier quart du 19^e siècle) puis, de proche en proche, de ceux des contrées les moins avancées d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord (surtout après 1848, avec l'expansion des voies ferrées dans ces deux continents), en même temps qu'il commence à ébranler les secteurs les plus exposés de la périphérie internationale (zones déjà colonisées, villes portuaires et leur hinterland immédiat, etc.).

Voilà sans doute l'aspect principal de l'accumulation par dépossession de la période du capitalisme de libre-échange, puisqu'elle permet un important transfert de valeur au détriment du secteur précapitaliste (accumulation), et le pousse progressivement à la faillite (dépossession), par le biais essentiellement « non violent » de l'échange inégal, en tablant sur un cadre juridique qui abolit progressivement toute forme de monopole ou de protection. En même temps, la privatisation du bien commun se poursuit, transformant notamment les usagers de la forêt en voleurs de bois (Bensaïd 2007), les chasseurs en braconniers, etc. En même temps, le service de la dette publique continue à ponctionner les contribuables, dont la majorité est encore formée de petits producteurs indépendants, en faveur du capital, et ceci au sein d'un nombre toujours croissant d'Etats et de collectivités publiques.

Avant les années 1870, la destruction de l'économie naturelle et de la petite production marchande par la concurrence des produits industriels à bon marché est donc déjà à l'œuvre sur une large échelle dans les régions les moins développées (et protégées) d'Europe occidentale, mais aussi à la périphérie du Vieux Continent (Irlande, pays méditerranéens et d'Europe orientale), en Amérique latine, au Proche-Orient et dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne, de l'Inde, de l'Insulinde et de l'Océanie. C'est ainsi, qu'en 1860, l'Angleterre exporte déjà 8 à 11 mètres carrés de calicot de coton par habitant vers l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (Batou 1990, 386). Ce commerce florissant conduit à un important transfert de valeur de la périphérie vers le centre, acquitté notamment grâce à la production accrue de matières premières par des petits producteurs ou des entreprises fondées sur l'esclavage ou le semi-servage (péonage), mais aussi du fait de la fonte des ressources thésaurisées par des dizaines de millions de foyers (en particulier, les bijoux des femmes), ainsi que par l'endettement public et privé. Ceci dit, les grandes masses rurales asiatiques et africaines ne seront touchées de plein fouet que dans un deuxième temps, après le percement du canal de Suez (1867) et la relance de la colonisation, avec le triomphe de l'impérialisme moderne.

Contrairement à un pronostic de Marx, l'industrie occidentale, alors essentiellement britannique, n'a pas encore réussi à « *bat[tre] en brèche toutes les murailles de Chine* » grâce à « *la grosse artillerie* » du « *bon marché de ses produits* » (1848, chap. 1). Elle a cependant bien commencé à détruire l'économie naturelle et la petite production marchande de la périphérie la plus accessible, séparant déjà une masse de petits producteurs de leur moyens de production, et rendant par là envisageable son industrialisation sur une base capitaliste. En effet, en dépit du drainage d'importantes ressources vers le centre, l'accumulation de capitaux argent aux mains des élites sociales et des pouvoirs locaux paraît encore largement suffisante, moyennant des politiques appropriées - tarifs protectionnistes, développement d'infrastructures, crédits préférentiels, monopoles commerciaux, promotion industrielle publique, etc. -, pour promouvoir une industrie moderne. C'est le noyau rationnel des textes de Marx sur le caractère « progressiste » de la colonisation britannique de l'Inde et de son fameux pronostic - formulé le plus clairement dans la

première préface à l'édition du Livre I du *Capital* -, selon lequel « *le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir* » (Marx 1867a).

Pourtant, au même moment, son étude du cas de l'Irlande (1867) et sa lecture des travaux historiques de Georg Ludwig Maurer (1868) vont l'amener à restreindre ce pronostic à l'Europe Occidentale, comme il l'explique dans l'édition française du Livre I du *Capital*, publiée en plusieurs livraisons, de 1872 à 1875. Marx et, dans une moindre mesure, Engels, bien qu'ils n'aient pas systématisé leur pensée à ce propos, commencent à envisager les contours d'une périphérie du système capitaliste, dont les dynamiques sociales, économiques et politiques se distinguent de celles du centre. Dans une lettre à Engels du 20 novembre 1867, Marx se prononce pour cela clairement en faveur de l'indépendance de l'Irlande, mais aussi d'une révolution agraire et de tarifs douaniers protecteurs pour faire face à l'industrie britannique. Engels expliquera un quart de siècle plus tard, qu'avec « *L'abolition des lois sur les grains [1846] (...) l'Angleterre allait devenir (...) le grand centre manufacturier d'un monde agricole, avec un nombre toujours croissant d'Irlande, productrices de céréales et de coton, tournant autour d'elle, le soleil industriel* » (1892 ; ma trad.).

Dans son « *Aperçu d'un rapport sur la question irlandaise à l'Association d'éducation communiste des travailleurs allemands de Londres* » (ma trad.), Marx perçoit aussi le lien direct entre industrialisation contrariée et dépendance : « *Chaque fois que l'Irlande était sur le point de se développer sur le plan industriel, elle était écrasée et reconvertie en pays purement agricole* » (1867b, ma trad.). A plus forte raison, ce sera le cas de l'Amérique latine, du Proche-Orient, et de certaines parties de l'Inde, de l'Insulinde et de l'Afrique, qui ont aussi subi des formes de domination précoces, dans la période mercantiliste, voire au début de la révolution industrielle. En effet, cette dépendance a su très tôt combiner contraintes externes et complicités intérieures, contribuant à transformer durablement les formations sociales et les élites politiques de ces pays. C'est pourquoi, les bourgeoisies compradores défendent bien souvent l'accumulation par dépossession que suscite l'afflux des produits industriels britanniques à bas prix, et ne préconisent pas la promotion d'une industrie locale. Pour cette raison aussi, elles souscrivent sans sourciller à la *théorie des avantages comparatifs* et acceptent une position subordonnée au sein de la division internationale du travail. A leurs yeux, la production agricole ou minière - mais aussi le commerce lié à des réseaux d'échange internationaux bien établis - est plus rentable et moins risquée que l'innovation industrielle, qui fait face directement à la concurrence des pays les plus avancés.

Lorsque des résistances se font jour au sein des autorités locales, les pays industrialisés ont recours à une contrebande organisée, à des pressions diplomatiques et politiques, jouant sur la dette extérieure, voire sur la force des armes. Avant la colonisation directe, la diplomatie de la canonnière, mais aussi la guerre ouverte, jouent déjà un rôle important pour ouvrir les marchés encore protégés au commerce occidental, comme le montrent notamment les exemples de la Chine (guerres de l'opium, 1839-42 et 1856-60), de l'Inde (répression du soulèvement des Cipayes, 1857-58) ou du Paraguay (guerre de la Triple Alliance, 1865-70). C'est ainsi que l'important secteur industriel moderne promu par les autorités égyptiennes, à l'abri de monopoles commerciaux d'Etat, dans le deuxième quart du 19^e siècle, va être rapidement anéanti par la libéralisation des échanges, que lui impose une coalition de puissances menée par les Britanniques. Ainsi s'achève la plus impressionnante expérience d'industrialisation de la périphérie avant celle du Japon (Batou 1993).

III. La période classique de l'impérialisme (1873-1940/48)

La diffusion de la révolution industrielle s'achève avec le début de la Grande dépression européenne (1873-94), qui coïncide aux yeux de Marx avec la fin du « rôle progressiste » du capitalisme. Deux

ans avant sa mort, il écrira que ce mode de production est « *en lutte et avec la science, et avec les masses populaires, et avec les forces productives mêmes qu'il engendre - en un mot (...) il est un système de production transitoire, destiné à être éliminé (...)* » (Marx 1881). C'est pourquoi, la thèse de Bill Warren (1980), selon laquelle l'impérialisme classique aurait joué un rôle progressiste en diffusant le mode de production capitaliste à l'échelle mondiale (Warren, 1980) témoigne (cent ans plus tard !) d'une régression par rapport au dernier Marx, sans parler des thèses ultérieures de Lénine ou de Luxemburg.

Globalement, l'impérialisme définit une période qualitativement nouvelle du capitalisme, où l'accumulation du capital - et non seulement l'accumulation par dépossession - doit être envisagée à l'échelle mondiale, dans le cadre d'un développement inégal de plus en plus polarisé. Au-delà de l'accumulation par dépossession, dont le champ d'opération s'est fortement élargi (notamment en raison de la baisse des coûts de transport et de l'expansion coloniale), le jeu même de loi de la valeur conduit désormais - au moins partiellement - au drainage d'une fraction significative de la plus-value résultant de la « surexploitation » du salariat de la périphérie vers le capital du centre, notamment dans la production des matières premières (Marini 1973, 92-93). Il est donc simpliste, et à vrai dire erroné, d'envisager l'accumulation à l'échelle mondiale comme la combinaison d'une accumulation élargie du capital au centre avec une accumulation par dépossession à la périphérie. Il faut désormais envisager l'accumulation mondialisée comme un tout articulé.

L'ouverture du canal de Suez (1867), qui raccourcit de près de la moitié le trajet entre l'Europe et l'Asie orientale, l'essor de la navigation à vapeur, le développement du chemin de fer et du télégraphe, vont certes permettre une nouvelle phase d'accumulation par dépossession sur une échelle sans précédent aux dépens des grandes masses paysannes de l'Inde, de la Chine et du continent africain. Elle coïncide aussi avec l'accélération brutale de la colonisation, notamment en Asie et en Afrique, facilitée par d'importantes avancées dans le domaine de l'armement - portée, précision et fiabilité des fusils, balles dum-dum, mitrailleuses, canonnières, etc. En même temps, l'accumulation du capital dans les pays de la périphérie est désormais surdéterminée par des investissements européens massifs dans les infrastructures de transport et la production de matières premières (plantations, mines, etc.), plaçant les bourgeoisies et les élites locales dans une position de subordination, voire justifiant leur mise sous tutelle directe pour garantir la protection des actifs métropolitains. Par ailleurs, ce nouveau contexte n'exclut pas la possibilité d'importantes concentrations de capital argent, voire de capital industriel technologiquement moins avancé, entre les mains de bourgeoisies nationales.

On notera encore que cette nouvelle vague d'accumulation par dépossession combine ses effets avec la « surexploitation » du travail salarié de la périphérie pour stimuler la reproduction élargie dans les deux pôles les plus dynamiques du capital impérialiste : l'Allemagne et les Etats-Unis, contribuant ainsi à la relance d'une onde longue expansive dans les années 1894-1913 [8]. A ce propos, il est intéressant de noter, qu'en restant libre-échangiste jusqu'en 1914, le Royaume-Uni réussit à solder sa balance commerciale déficitaire avec les autres pays industrialisés grâce à un important excédent avec l'Inde et la Chine (Latham 1978 ; Arrighi 1994). En revanche, les protections douanières érigées par l'Allemagne et des Etats-Unis permettent à ces pays de réaliser des surprofits de monopole sur leur marché intérieur tout en dopant leurs exportations. Engels perçoit ainsi le retour de l'Allemagne au protectionnisme, en 1879, comme le résultat d'une convergence d'intérêts entre grands propriétaires fonciers (Junkers), qui entendent protéger leurs revenus fonciers de la concurrence des pays neufs, et industriels de la sidérurgie, qui cherchent à s'assurer des surprofits de monopole : c'est la fameuse alliance des barons de la terre et de l'acier (1888). Hilferding défend même que ce « compromis » temporaire entre grandes puissances impérialistes permet de repousser l'éclatement de la guerre (1910, 201-02). Davis reviendra sur ce phénomène pour rendre compte des grandes famines asiatiques de la fin de l'ère victorienne (2003,

324-330).

Rien d'étonnant donc à ce que Rosa Luxemburg en ait fait le cœur de son analyse – à laquelle se réfère explicitement Harvey (2010) – du caractère indispensable de l'accumulation primitive dans les pays où l'économie naturelle et la petite production marchande jouent encore un rôle de premier plan, pour permettre la poursuite de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. A cela, elle ajoute notamment la croissance des dépenses militaires qui créent artificiellement des marchés protégés pour l'industrie lourde, largement financés par une ponction sur les revenus des salariés et des petits indépendants (1913, chap. 27-32).

Ce cadre reste globalement pertinent jusque dans l'entre-deux-guerres, dans un contexte certes profondément chamboulé par la révolution d'Octobre et les deux phases successives – 1917-20 et 1934-37 – d'expansion internationale de luttes de masse. Cette période est néanmoins marquée par le retour d'une onde longue à tonalité dépressive qui s'accompagne d'un fractionnement du marché mondial. Dès lors, les surprofits coloniaux de l'Angleterre et de la France, acquis au prix d'une exploitation de plus en plus intense, de même que l'immensité du territoire des États-Unis, permettent à ces trois pays de mieux résister aux sirènes guerrières que l'Allemagne ou le Japon. Finalement, la Seconde Guerre mondiale témoigne d'une nouvelle exacerbation des tensions inter-impérialistes dans un monde marqué par l'auto-isolement économique de l'Union Soviétique (quelles qu'en soient les causes structurelles) ; par une résistance opiniâtre à l'exploitation des salariés du centre ; et par l'essor sans précédent des mouvements d'indépendance nationale de la périphérie, où certains pays semi-coloniaux mettent déjà à profit leur « déconnexion » partielle pour promouvoir des politiques d'industrialisation par substitution des importations.

Dans cette conjoncture, le nouvel ordre nazi-fasciste, qui va étendre sa domination sur l'essentiel du Vieux Continent pendant cinq à six ans, permettra de financer l'économie de guerre capitaliste allemande en recourant à une accumulation par dépossession d'une extrême brutalité : pillage massif des pays occupés – largement au-delà des biens des juifs – et asservissement de quelque dix millions de travailleurs étrangers. Erich Koch, le *Reichskommissar* pour l'Ukraine, peut ainsi déclarer : « *Je pomperai jusqu'à la dernière richesse de ce pays* » (Mazower 2005, 163). Après la défaite des puissances de l'Axe, l'impact durable de ces politiques contribuera aussi à maintenir les salaires européens de l'immédiat après-guerre à un niveau relativement bas, offrant ainsi, avec une offre quasi-illimitée de travail (exode rural, migrations, travail des femmes, etc.), des conditions idéales à la relance durable de l'expansion.

Le second après-guerre est marqué par l'accession à l'indépendance des pays dominés du globe et l'avènement du néocolonialisme sous hégémonie des États-Unis, en partie contrebalancée par l'émergence de l'Union Soviétique comme deuxième superpuissance dotée d'armes nucléaires stratégiques. Tandis que l'accumulation élargie du capital est relancée à une échelle sans précédent, portée par la troisième révolution technologique, les historiens témoignent d'un regain d'intérêt pour « l'impérialisme du libre-échange » des deux premiers tiers du 19^e siècle, en particulier en Amérique latine (Gallagher et Robinson 1953). En même temps, les courants hétérodoxes de l'économie du développement, dont les travaux sont approfondis – et les conclusions radicalisées – par l'école de la dépendance et l'analyse des systèmes-monde, cherchent à compléter les théories de l'impérialisme des deux premières décennies du 20^e siècle en revenant sur les racines historiques, les modalités sociales et les mécanismes économiques de la dépendance informelle, en particulier sur l'échange inégal [9] et les transferts de plus-value de la périphérie vers le centre.

A l'époque où Alfred Sauvy forge le terme « Tiers-monde » (1953), par analogie avec le Tiers-État de la Révolution française, où Fanon écrit *Les damnés de la terre* (1961), où Lin Biao évoque « l'encerclement des villes par les campagnes » (1965), le renversement du capitalisme semble reposer de plus en plus sur les luttes de la paysannerie pauvre et du semi-prolétariat du Sud, qui

s'opposent à une classe ouvrière occidentale perçue globalement, de façon abusive, comme une aristocratie ouvrière [10]. Cette conjoncture sociopolitique particulière va sans doute permettre de mieux comprendre les sources de la dynamique anticapitaliste et de la relative cohérence des luttes sociales de la périphérie, que certains auteurs, dans le sillage de Harvey, tendent parfois aujourd'hui à réduire à une juxtaposition de protestations citoyennes. Toutefois, en dépit de ces avancées, ces analyses reposent sur une perception erronée de la dynamique d'ensemble de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale, qui dépend plus que jamais de l'exploitation du travail salarié, y compris de la « surexploitation » du salariat des pays dominés.

IV. Nouvel impérialisme et accumulation par dépossession

Pour Harvey (2010) le « nouvel impérialisme » coïncide avec une nouvelle onde longue du capitalisme à tonalité dépressive, depuis le milieu des années 70. Il définit un « régime d'accumulation » qui ne peut conduire qu'à une aggravation des crises de suraccumulation, ceci d'autant plus qu'il entraîne une restriction des débouchés solvables (consommation et investissement). Il explique comment cette contradiction peut être partiellement résolue par un aménagement spatio-temporel (*spatio-temporal fix*) (recolonisation, privatisation des ressources naturelles à l'échelle mondiale, accaparement de terres, spéculation immobilière urbaine, etc. ; « congélation » d'actifs sous forme d'investissements d'infrastructure dont la rentabilisation n'est attendue qu'à long terme).

Ce « ralentissement » de l'accumulation élargie conduit à trois phénomènes concomitants :

1. *L'accroissement du taux d'exploitation des salariés (augmentation de la plus-value absolue et/ou relative)*. Dans un contexte marqué par le retour en force de l'accumulation par dépossession (voir plus loin), le « nouvel impérialisme » favorise aussi la « surexploitation » du travail à la périphérie (mais aussi au centre - délocalisation sur place), contribuant à la réémergence de formes de salariat proches de l'esclavage (sweatshops) ou d'une petite production marchande paupérisée (salariés déguisés en « indépendants »). Par de tels mécanismes, le capitalisme paraît recréer des éléments de son environnement précapitaliste, alors qu'il ne fait en réalité que repousser encore les limites de l'exploitation du travail.

2. *Le durcissement de la concurrence entre capitalistes*. Celui-ci se traduit par des conflits de plus en plus aigus portant sur la répartition de l'ensemble de la plus-value produite entre les entreprises, branches, pays ; entre le capital industriel, la rente foncière et l'intérêt ; entre le centre et la périphérie, etc. Au sein d'une même branche ou entre différents secteurs (par le biais de la formation des prix de production), une telle confrontation a la loi de la valeur pour arbitre ; elle peut aussi reposer sur l'échange inégal entre pays à forts différentiels de productivité qui ne permettent pas la libre circulation des capitaux.

3. *Un accroissement de l'accumulation par dépossession au détriment du bien commun et des petits propriétaires indépendants*. Sous cette rubrique, on distinguera : a) la poursuite de formes d'expropriation aux dépens du bien commun « traditionnel » et de la petite propriété ; b) la privatisation d'entreprises socialisées ou nationalisées, la libéralisation des services publics, et la destruction de mécanismes d'endiguement du marché et de solidarité, conquis par les luttes sociales.

Nous touchons ici un aspect central de notre propos : l'accumulation par dépossession peut en effet se concevoir comme le drainage de ressources issues des secteurs précapitalistes encore existants, mais aussi comme la réabsorption de territoires et d'activités économiques partiellement soustraites aux investissements privés du fait des conquêtes sociales et politiques des mouvements ouvrier et

anti-impérialiste. De façon plus générale, l'accumulation par dépossession doit donc être envisagée comme un double processus au dépens : a) des formations sociales précapitalistes ; b) d'institutions publiques qui ont vu le jour au sein des formations sociales capitalistes et régulent le fonctionnement de certains domaines d'activité (enseignement, santé, transports publics, logement social, eau, énergie, etc.), même si elles n'en contrôlent pas les capitaux. D'où le terme de « nouvelles enclosures », promu au début des années 1990 par un courant du « marxisme autonome », pour qualifier ce type de privatisations (voir par ex., Midnight Notes, 1990, Caffentzis, 1992 ; Federici, 2004).

Aujourd'hui, l'accumulation par dépossession recouvre ainsi des réalités aussi différentes que :

1. La ruine et l'expropriation de la petite propriété paysanne par sa mise en concurrence avec l'agrobusiness mondialisé, par la hausse des charges fiscales pesant sur les petits producteurs, par l'augmentation des taux d'intérêt réels (en particulier dans les années 1980), par le poids accru des dépenses de santé, d'éducation, etc., lié à la libéralisation des services, par la privatisation des terres communautaires (loi de 1991 sur la vente des ejidos au Mexique), par la généralisation plus récente de l'accaparement de terres, mais aussi par l'exercice d'une violence directe, liée notamment au narcotrafic (para-militarisme en Colombie).

2. La réduction de la consommation alimentaire de base des petits producteurs et de l'armée de réserve du capital, qui permet aujourd'hui un transfert annuel de revenus en faveur du secteur capitaliste de l'ordre de 500 à 1000 milliards de dollars US [11]. En effet, depuis le milieu des années 70, la stabilisation des prix des céréales, en dépit d'une demande croissante, a été obtenue par la réduction à un régime de famine de la fraction la plus pauvre de la population mondiale. La hausse des prix a été ainsi contenue par une réduction forcée de la demande par tête : de 1979-81 à 1999-2001, la consommation mondiale de céréales par habitant a ainsi diminué en moyenne de 3,4%, ce qui suppose bien entendu une réduction plus importante pour les plus pauvres [12] (Patnaik, 2008).

3. La course aux ressources naturelles plus ou moins rares (eau, énergies fossiles, minerais, etc.), pour laquelle, comme à la fin du 19^e siècle, la puissance militaire joue un rôle décisif, conférant aujourd'hui des positions dominantes (sinon potentiellement de monopole) aux grandes puissances, en particulier aux Etats-Unis. Ceci explique la multiplication récente des interventions armées occidentales au Moyen-Orient, et plus récemment en Libye, mais aussi le déploiement d'AFRICOM (dès 2004) sur le continent africain, la réactivation de la Quatrième Flotte US au large de l'Amérique latine (dès 2008), le projet contesté d'établissement de sept bases militaires US en Colombie, mais aussi l'encercllement croissant de l'Iran et de la Chine, etc.

4. L'expropriation de la petite propriété urbaine, notamment des biens les plus hypothéqués, par les institutions de crédit (dix millions de logements saisis, de 2008 à 2011, aux Etats-Unis seulement). Ce processus a pu être sciemment aggravé par le flipping - ou vente d'un appartement dégradé, lourdement hypothéqué, et superficiellement restauré, conduisant à sa saisie lorsque le nouvel acquéreur n'a pas les moyens de financer à la fois ses crédits et ses frais d'entretien (Harvey 2003, 181). Dans le domaine du logement social, la mise en vente d'appartements à leurs locataires, puis à des institutions financières qui les leur rachètent pour spéculer sur leur prix, conduit *in fine* à la *gentrification* d'anciens quartiers populaires.

5. Le siphonage des finances publiques par le service de la dette, qui provoque un prélèvement important de ressources sur les revenus salariés et non salariés au profit du capital financier. Il fournit un excellent prétexte à la privatisation des actifs publics et à la réduction des mécanismes de redistribution fiscale en faveur des plus démunis. Il existe ainsi une analogie évidente entre la dette publique de l'époque mercantiliste, et celle du tiers-monde, qui n'a cessé d'enfler dans les années

1980-1990, mais aussi de l'Europe, des Etats-Unis (au niveau fédéral et de chaque Etat) et du Japon aujourd'hui.

6. La mise à contribution accrue de l'économie familiale et du travail domestique pour assurer la reproduction de la force de travail. On assiste en effet à l'accroissement des tâches de reconstitution et de reproduction de la force de travail accomplies gratuitement, en particulier par les femmes, à mesure que la part de la plus-value prélevée au titre de l'impôt diminue, et que les services publics et la prévoyance sociale sont libéralisés ou privatisés. Comme de juste, les formes les plus extrêmes de ces évolutions peuvent être observées dans les pays dominés, notamment dans les sweat shops du Sud, où les femmes dorment parfois au pied de leurs machines et travaillent en surveillant leurs enfants. Cela rappelle la mise à contribution de l'économie domestique pour réduire les coûts du travail salarié dans la manufacture à domicile (putting out system) ou la fabrique des débuts de la révolution industrielle.

7. La privatisation des services publics et de la prévoyance sociale, en particulier en Europe occidentale, mais aussi dans le reste du monde, qui permet d'ouvrir de nouveaux champs à la production de plus-value, ou à son drainage par la rente foncière et le crédit. Dans les Etats où ces processus sont les plus avancés, non seulement des pans entiers de l'éducation, de la santé, des transports publics, de la distribution d'eau et d'énergie, de la prévoyance sociale, etc., sont privatisés, mais aussi des segments du système pénal, de la police et des forces armées. Par analogie, l'extension continue du monopole de la propriété intellectuelle (brevets, licences, etc.) [13], de même que l'essor de trafics plus ou moins illégaux (drogues, armes, sexe), ouvrent également de nouveaux domaines d'investissement particulièrement lucratifs à des capitaux rentiers en leur permettant de participer ainsi à la répartition de la plus-value produite à l'échelle mondiale, aux dépens d'autres capitalistes, mais aussi des salariés et des petits indépendants.

8. La privatisation des actifs publics dans le bloc soviétique et en Chine, mais aussi en Europe et dans les pays du Sud - y compris les ressources du sous-sol -, que l'on peut comparer *mutatis mutandis* à l'expropriation des biens de l'Eglise ou de la couronne dans la période initiale de l'accumulation primitive.

La conclusion qu'il faut tirer de cette tentative de périodisation, c'est que l'histoire des liens dialectiques entre accumulation par dépossession/centralisation du capital et accumulation élargie du capital sur la longue durée mériterait d'être approfondie, en relation avec les différentes phases de développement du capitalisme : a) à l'âge du mercantilisme et de l'accumulation primitive ; b) pendant la période de diffusion de la révolution industrielle et de progrès du libre échange ; c) à l'ère de l'impérialisme classique et de la colonisation ; d) durant les Trente Glorieuses, marquées par la relance de l'accumulation élargie du capital et par la troisième révolution technologique ; e) à l'époque actuelle du capitalisme néolibéral et du « nouvel impérialisme ». Je crois qu'on pourrait ainsi mettre en évidence une alternance cyclique entre phases d'intensification de l'accumulation par dépossession (et de la centralisation du capital) et phases d'accumulation élargie.

Vraisemblablement, les premières coïncideraient plutôt avec les ondes longues à tonalité dépressive, tandis que les secondes correspondraient avec les ondes longues à tonalité expansive du capitalisme. Chacune de ces phases renvoie en effet à une imbrication spécifique des diverses modalités d'accumulation. Et pour cette raison, leur étude comparative sur la longue durée pourrait contribuer à une meilleure compréhension génétique du développement global du capitalisme. Il s'agit évidemment d'un agenda de recherche ambitieux.

V. Quelles alliances entre salariés exploités et petits propriétaires dépossédés ?

Comme l'ont fait observer plusieurs théoriciens de l'émancipation du prolétariat, la nécessité d'une alliance entre les salariés des pays industrialisés et les grandes masses paysannes (en voie de paupérisation) de la « périphérie » découle des conditions spécifiques de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale à l'époque impérialiste. Marx est sans doute parmi les premiers à en avoir perçu la possibilité, à la fin de sa vie, en envisageant que la commune rurale traditionnelle russe, qui avait réussi à survivre à la phase « progressiste » du capitalisme, puisse se donner un avenir communautaire en liant son destin à celui de la grande industrie européenne socialisée, évitant ainsi de passer sous les « fourches caudines » de l'accumulation primitive. Il développe cette perspective dans une fameuse lettre à Vera Zassoulitch, datée du 8 mars 1881, publiée pour la première fois en 1924 (avec ses brouillons non expédiés qui contiennent des arguments supplémentaires explosifs) (Marx 1881 ; Shanin, 1983, 97-126). Marx et Engels défendent le même point de vue dans leur préface de 1882 à l'édition russe du *Manifeste du Parti communiste* : « si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste ».

Il est donc erroné, comme le fait Harvey, d'affirmer que Marx n'a accordé « pratiquement aucune valeur aux formes sociales détruites par l'accumulation primitive » (Harvey, 2010, 192). Il admet certes que la question est complexe, puisqu'il parle lui-même de possibilités d'instrumentalisation-cooptation des anciennes formes de domination sociales par le capitalisme au service de l'accumulation par dépossession. En réalité, ces formations sociales composites ont été étudiées par de nombreux auteurs marxistes de la périphérie, de l'Ukrainien Constantin Dobrogeanu-Gherea, alias Salomon Katz (1855-1920), qui s'est intéressé à l'ambiguïté du « nouveau servage » roumain [14] dès 1910 (Love 1996), au bolivien René Zavalata Mercado (1935-1984), qui a élaboré le concept de société bigarrée (Antezana 1991). Dans le sillage de ces réflexions, l'école de la dépendance a observé que des structures économiques apparemment obsolètes, comme le latifundio latino-américain fondé sur le péonage, répondent en réalité parfaitement aux exigences de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale.

C'est pour cela justement que la question de l'alliance du prolétariat industriel et des grandes masses paysannes de la périphérie a été au cœur de la stratégie léniniste visant à développer un bloc social hégémonique en faveur de la socialisation de l'économie soviétique (Lih, 2011). Elle sera prise en compte par les programmes du mouvement communiste dans les premières années de l'URSS, de même que par les documents pionniers de l'Internationale communiste (IC). C'est ainsi que Georgi Ivanovitch Safarov, l'un des principaux responsables de l'IC pour l'Asie affirmera en 1921 : « La large voie de l'histoire mondiale a vu la collision entre le capitalisme et ses héritiers directs, les prolétaires révolutionnaires, et ses bâtards, les peuples opprimés. Le capitalisme a divisé l'humanité en nations dominantes et en nations opprimées. La révolution a réalisé l'union des travailleurs des nations dominatrices avec la majorité des nations opprimées » (cité par Broué 1997, 290). Cette vision stratégique débouchera notamment sur la politique du front unique anti-impérialiste, adoptée par le 4^e Congrès de l'Internationale communiste en 1922 (Riddell, 2012).

Ainsi, lorsque Harvey identifie l'accumulation socialiste primitive, théorisée notamment par Evgenii Preobrazhensky dans les années 1920, avec la collectivisation forcée de Staline, qui peut être considérée comme une forme de dépossession coloniale brutale des campagnes (Viola, 1996, 29), il commet une seconde erreur (Harvey, 2003, 194). Au contraire, cet économiste soviétique, alors membre de l'opposition de gauche, proposait de sortir du communisme de guerre, mais aussi de « piloter » la NEP afin de permettre le drainage d'une partie du surproduit social des campagnes vers la ville, tout en garantissant une élévation progressive du niveau de vie des paysans et en

empêchant une différenciation sociale trop importante parmi eux. L'oubli de ce débat essentiel est d'autant plus regrettable que les textes décisifs de cet auteur ont été traduits en anglais (Preobrazhensky, 1964, 1973, 1979).

Selon Harvey, nous assistons actuellement à « *un basculement de priorité de l'accumulation par la reproduction élargie vers l'accumulation par dépossession (...) au cœur des pratiques impérialistes* » (Harvey, 2010, 205). Néanmoins, ce diagnostic, qu'il ne répète pas si nettement dans ses publications ultérieures, n'est pas compatible avec la formidable croissance en cours de l'emploi salarié à l'échelle mondiale : durant ces 20 dernières années, il a cru de 20% dans les pays développés et de 80% dans les économies émergentes. Dans la même période, pour les pays en développement, le nombre croissant de travailleurs ruraux sans terre, souvent parqués dans des bidonvilles et des lieux de résidence informels, donne une idée de l'interconnexion croissante entre petits paysans déracinés et salariés précaires. Ils sont la contrepartie moderne du prolétariat sans feux ni lieux résultant de l'expropriation de la population rurale depuis le 15^e siècle. Mais aujourd'hui, cette dernière implique leur absorption immédiate dans les rangs de « l'armée de réserve » globale. C'est pourquoi, dans le Sud, où l'accumulation par dépossession est indubitablement en expansion, la force de travail industrielle a aussi augmenté de 120%, débouchant sur un accroissement massif de l'accumulation de plus-value aux dépens des salariés, d'autant plus prononcée que la mondialisation renforce considérablement la compétition parmi les travailleurs à l'échelle mondiale (Husson, 2013).

Alors que l'accumulation par dépossession joue indiscutablement un rôle croissant dans l'accumulation à l'échelle mondiale aujourd'hui, on peut ainsi débattre de la primauté que lui accorde Harvey sur l'accumulation élargie du capital. Cette perception unilatérale l'amène notamment à ne pas bien saisir le contenu de classe et les potentialités des nouvelles formes d'organisation de la société civile qu'il décrit (au centre comme à la périphérie). Ne faut-il pas au contraire revenir à l'histoire des relations « centre/périphérie » et aux synergies qu'elle a permis de développer entre les résistances à l'accumulation par dépossession et à la « surexploitation » du travail (Moyo et Yeros, 2011) ? Ceci d'autant plus que la relativisation apparente des luttes contre l'accumulation élargie du capital tient aussi à un contexte subjectif particulier : la très faible organisation du prolétariat dans les nouveaux pôles d'accumulation du capital industriel (à l'exception de la Corée du Sud). Or, cette situation pourrait changer si les nouvelles masses salariées d'Asie du Sud-Est se montraient capables, au cours de ces prochaines années, de renforcer leur niveau de conscience et d'organisation.

Jean Batou

Références

Anderson, Kevin B. (2010). *Marx at the Margins : On Nationalism, Ethnicity, and Non-Western Societies*, Chicago, Illinois/Londres : University of Chicago Press.

Antezana, Luis H. (1991). *La diversidad social en Zavaleta Mercado*, La Paz, Bolivia : Centro Boliviano de Estudios Multidisciplinarios.

Arendt, Hannah (2002 [1951]). *Les origines du totalitarisme*. Paris : Gallimard, « Quarto ».

Arrighi, Giovanni (1994). *The Long Twentieth Century : Money, Power and the Origins of Our Times*,

Londres/New York : Verso.

Ashman, Sam, éd. (2006). « Symposium on David Harvey's *The New Imperialism* », *Historical Materialism*, 14 : 4.

Ashman, Sam et Alex Callinicos (2006). « Capital Accumulation and the State System », in Ashman (2006), pp. 107-31.

Bairoch, Paul (1963). *Révolution industrielle et sous-développement*, Paris : S.E.V.P.E.N.

Batou, Jean (1990). Cent ans de résistance au sous-développement. L'industrialisation de l'Amérique latine et du Moyen-Orient face au défi européen, 1770-1870, Genève : Droz.

— . (1993). « Attempted Escapes From the Periphery in the Nineteenth Century », *Review - A Journal of the Fernand Braudel Center*, 16 : 3, pp. 279-318.

Bensaïd, Daniel (2007). *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Paris : La Fabrique.

Brenner, Robert (2006). « What Is, and What Is Not, Imperialism ? », in Ashman (2006), pp. 79-105.

Broué, Pierre (1997). *Histoire de l'Internationale Communiste, 1919-1943*, Paris : Fayard.

Caffentzis, George (1992). *Midnight Oil : Work, Energy War, 1973-1992*, New York : Autonomedia.

Cope, Zak (2012). *Divided Class : Global Political Economy and the Stratification of Labour Under Capitalism*, Montréal, Canada : Kersplebedeb.

Davis, Mike (2003). *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous développement*, Paris : La Découverte.

De Angelis, Massimo (1999). « Marx's Theory of Primitive Accumulation : A Suggested Reinterpretation ».

<http://homepages.uel.ac.uk/M.DeAngelis/PRIMACCA.htm>

Engels, Frederick (1888). « Introduction de 1888 à l'édition anglaise de 'Sur la question du libre-échange' ».

http://acj.be/IMG/pdf/MAM_fascicule10.pdf

— (1892). « 'Preface' to the British edition of *The Condition of the Working-Class in England* ».

www.egs.edu/library/friedrich-engels/articles/the-condition-of-the-working-class-in-england-in-1844-with-a-preface-written-in-1892/preface/

Federici, Silvia (2014 [2004]). *Caliban et la sorcière : Femmes, corps et accumulation primitive*, Genève : Entremonde. La version originale en anglais date de 2004.

Fine, Ben (2006). « Debating the 'New' Imperialism », in Ashman, ed. (2006), pp. 133-56.

Gallagher, John et Ronald Robinson (1953). « The Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, Second Series, 6 : 1, pp. 1-15.

www.mtholyoke.edu/acad/intrel/ipe/gallagher.htm

Harvey, David (2010). *Le Nouvel impérialisme*, Paris : Les Prairies ordinaires.

Hilferding, Rudolf (1910). *Le capital financier*.

www.marxists.org/francais/hilferding/1910/lcp/hilf_lcp_25.htm

Husson, Michel (2013). « La formation d'une classe ouvrière mondiale ».

<http://hussonet.free.fr/classow.pdf>

Latham, Anthony (1978). *The International Economy and the Underdeveloped World, 1865-1914*, Londres : Rowman and Littlefield.

Lih, Lars (2011). *Lenin*, Londres : Reaktion Books.

Love, Joseph L. (1998). « Dependency Theories in Rumania before 1945 », in Jean Batou et Thomas David, ed. *Uneven Development in Europe*, Genève, Droz, pp. 85-106.

Luxemburg, Rosa (1913). *L'accumulation du capital*.

www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/index.htm

Mandel, Ernest (1968). « Accumulation primitive et industrialisation du tiers-monde », in Victor Fay, éd. *En partant du « Capital »*, Paris : Anthropos, pp. 143-68.

— . (1978). *La formation de la pensée économique de Karl Marx*, Paris : Maspero.

— . (2014). *Les ondes longues du développement capitaliste. Une interprétation marxiste*, Paris : Syllepse.

Marini, Ruy Mauro (1973). *Dialéctica de la dependencia*, Mexico : Nueva Era.

Marx, Karl (1848). *Le Manifeste du Parti communiste*.

www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm

— . (1973 [1857-58]). *Grundrisse*. Tome II : « Chapitre du Capital », Paris : 10/18.

— . (1867a). « Préface de la première édition (allemande) du Capital ».

www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-pref.htm

— . (1867b). « Outline of a Report on the Irish Question to the Communist Educational Association of German Workers in London ». www.marxists.org/archive/marx/works/1867/12/16.htm

— . (1872-75). *Le Capital*, Livre I. Traduction de J. Roy, revue par Marx.

www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-25-2.htm

— . (1877). « Letter from Marx to Editor of the *Otecestvenniye Zapisky* ».

www.marxists.org/archive/marx/works/1877/11/russia.htm

— . (1881). « Lettres de Marx à Vera Zassoulitch », *L'homme et la société*, 67 : 5, pp. 165-179.

— . 1894. *Le Capital*, Livre III.

<https://archive.org/details/CapitalVolume3>

— . (1947-50 [1905-10]). *Histoire des doctrines économiques*, traduction de J. Molitor, 7 vol. Tome VII : De Ricardo à l'économie vulgaire (suite), Paris : Alfred Costes.

Mazower, Mark (2005). *Le continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX^e siècle*, Bruxelles : Complexe.

Midnight Notes (1990). « The New Enclosures ». *Midnight Notes*, 10.

Moyo, Sam, and Paris Yeros (2011). « Rethinking the Theory of Primitive Accumulation : Imperialism and the New Scramble for Land and Natural Resources », Paper presented to the 2nd IIPPE Conference, May 20-22, Istanbul, Turkey.

Negi, Rohit, and Marc Auerbach (2009). The Contemporary Significance of Primitive Accumulation. Papers from a Session of the 2009 American Association of Geographers, *Human Geography*, 2 : 3, pp. 89-107.

Patnaik, Prabhat (2008). « The Accumulation Process in the Period of Globalization », D. D. Kosambi Memorial Lecture, May 8, Pune. <http://ddkosambi.blogspot.ch>

Patnaik, Utsa, et Sam Moyo (2011). *The Agrarian Question in the Neoliberal Era : Primitive Accumulation and the Peasantry*. Le Cap, Afrique du Sud : Panzabuka Press.

Perelman, Michael (2000). *The Invention of Capitalism : Classical Political Economy and the Secret History of Primitive Accumulation*, Durham, North Carolina/Londres : Duke University Press.

Postone, Moishe (1993). *Time, Labour, and Social Domination*, Cambridge, Engl., Cambridge University Press.

Preobrazhensky, Evgenii A. (1979 [1920-26]). *The Crisis of Soviet Industrialization*. New York : M. E. Sharpe.

— . (1973 [1921]). *From the New Economic Policy to Socialism : A Glance into the Future of Russia and Europe*, Londres : New Park Publications.

— . (1964 [1926]). *The New Economics*, Londres : Oxford University Press.

Riddell, John, ed. (2012). *Toward the United Front. Proceedings of the Fourth Congress of the Communist International, 1922*, Chicago, Illinois : Haymarket Books.

Rosdolsky, Roman (1976). *La genèse du 'Capital' chez Karl Marx. I. Méthodologie, théorie de l'argent, procès de reproduction*, Paris, Maspero.

Rühle, Otto (1939). *Karl Marx's Capital*. www.marxists.org/archive/ruhle/1939/capital.htm

Shanin, Teodor, ed. (1983). *Late Marx and the Russian Road : Marx and « the Peripheries of Capitalism »*, New York : Monthly Review Press.

Vercellone, Carlo, ed. (2003). *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?* Paris : La Dispute.

Viola, Lynne (1996). *Peasant Rebels under Stalin. Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, Oxford/Londres : Oxford University Press.

Warren, Bill (1980). *Imperialism, Pioneer of Capitalism*, Londres : Verso.

P.-S.

* Contretemps. 09/02/2015 - 01:48 :

<http://www.contretemps.eu/interventions/accumulation-par-dépossession-luttes-anticapitalistes-perspective-historique-longue>

La version originale de cet article est parue en anglais, sous le titre « Accumulation by Dispossession and Anti-Capitalist Struggles : A Long Historical Perspective », dans la revue Science & Society, Vol. 79, N° 1, janvier 2015.

* Nos [Contretemps] contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

Notes

[1] Cette idée a été formulée par Rosa Luxemburg (1913, chap. 27), avant d'être reprise et développée, en particulier, par Ernest Mandel (1968).

[2] En ce qui concerne le jeu hypothétique de la loi de la valeur avant l'avènement du capitalisme, voir Postone, 1993, 137.

[3] Capital, Livre I, chap. 4 et 25, mais surtout 26 à 33 (édition française, 1872-75) ; il y revient au Livre III ; et discute de cela antérieurement dans les Grundrisse (1857-1858).

[4] « Le monde se passerait encore du système des voies ferrées, par exemple, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent assez arrondis par l'accumulation pour être en état de se charger d'une telle besogne. La centralisation du capital, au moyen des sociétés par actions, y a pourvu, pour ainsi dire, en un tour de main. (...) » (1872-75, chap. 25, sect. 2).

[5] Il tire explicitement ce passage de l'édition française du Capital (Shanin, 1983, 135).

[6] J'ai traduit la seconde phrase de la version anglaise, ce même passage étant moins explicite dans le texte français.

[7] Avant les années 1850, les équipements des fabriques sont encore produits par des artisans.

[8] Pour Sam Moyo, l'Afrique coloniale traverse une période d'« accumulation primitive par dépossession » (Patnaik et Moyo, 2011, 64-66).

[9] Ils assimilent souvent sous ce même terme le drainage de valeur aux dépens de secteurs précapitalistes ou de secteurs capitalistes « cloisonnés », qui entravent la libre circulation des capitaux (échange inégal au sens marxiste), avec la ponction d'une importante fraction de la plus-value « périphérique » par le capitalisme « central » (par le jeu de la loi de la valeur).

[10] Ce point de vue a été de nouveau défendu récemment par Cope, 2012.

[11] Un recul de l'ordre de 5% de la consommation alimentaire des 2,7 milliards d'individus qui vivent avec moins de 2 dollars par jour représente un transfert de 750 milliards de dollars par an au profit de l'accumulation par dépossession.

[12] Patnaik estime que la poursuite de la baisse des revenus a atteint des limites physiologiques (voir l'épidémie de suicides des agriculteurs indiens), ce qui explique la hausse actuelle des prix des biens alimentaires - en amont de la hausse de la demande chinoise, de la pression exercée par les agro-carburants, ou des effets de la spéculation (2008).

[13] Il n'est pas nécessaire de partager les conclusions des théoriciens du capitalisme cognitif sur le dépérissement de la loi de la valeur pour tomber d'accord avec eux sur le rôle croissant de l'économie de la connaissance dans la formation de revenus rentiers du capital (Vercellone 2003).

[14] Pour lui, les nations développées placent les nations prolétaires en position de subordination économique et « imposent à ces dernières les formes sociales des premières » (cité par Love 1998, 87 ; ma trad.).